

# À QUI APPARTIENT LE CAMBODGE ?

*Après l'échec de la Conférence de Paris et le retrait des troupes vietnamiennes, les Cambodgiens et les Cambodgiennes ont peur que les hommes de Pol Pot reviennent.*

PAR VINCENT JACQUOT

**D**ANS UN ARROGANT COMMUNIQUÉ PUBLIÉ le 2 mai 1989 à Beijing, la Chine et l'URSS, dont on savait que, pour rétablir complètement leurs relations, elles avaient convenu de régler préalablement les problèmes de la délimitation de leurs frontières, la question afghane et le dossier cambodgien, avaient rappelé en des termes à peine voilés que tout règlement en Asie devait passer par elles. Un marché économique potentiellement très important et un équilibre éventuel de la puissance japonaise ne pouvaient laisser indifférents les deux pays qui jouent un rôle clef dans la politique asiatique. Le dossier cambodgien n'était que l'occasion pour la Chine, l'URSS et aussi les États-Unis de se donner mutuellement des gages en acceptant, à certaines conditions le leadership chinois dans cette partie du monde.

Dans son livre magistral sur la Chine, M. Z. Brzezinski soulignait que pour le gouvernement chinois il était essentiel que la collectivité internationale reconnût cette situation. La tenue d'une conférence internationale sur le Cambodge offrait une occasion inespérée. Bien que la conférence du mois d'août se fût soldée par un échec, l'objectif de la Chine avait été d'affirmer que rien n'était possible sans elle (ce n'est certainement pas dans cette intention que la Conférence internationale de Paris avait été convoquée). La condamnation, prétendument unanime, par la collectivité internationale des événements survenus en Chine en juin 1989 n'avait aucunement modifié cette volonté.

AU PLAN INTERNATIONAL, LE RETRAIT DES TROUPES vietnamiennes du Cambodge faisait l'objet d'un consensus général, y compris celui de l'occupant. Les conditions les plus favorables à l'enchaînement sans à-coups des mouvements d'une mécanique de paix déjà lancés paraissaient exister. Malheureusement, les conditions du départ des troupes vietnamiennes n'avaient pas été préalablement négociées à l'ONU, qui en avait fait la condition absolue d'un réexamen de sa position à l'égard du Vietnam et du Cambodge.

Comme certains observateurs ont pu l'écrire, les travaux des commissions chargées de promouvoir la mise en place d'un gouvernement provisoire, ainsi que les voies et les moyens de la réconciliation générale, se seraient rapidement et finalement limités au remplacement ou non d'un gouvernement provietnamien par un gouvernement prochinois. Il semble que, dans son immense lassitude et son grand dénuement, le

gouvernement de Phnom Penh aurait finalement accepté la solution chinoise, si le partage du pouvoir entre les quatre parties n'avait paru procéder de la volonté de paralyser entièrement l'administration et de contribuer ainsi à créer une situation explosive, susceptible d'être utilisée en vue de la reprise du pouvoir.

Pouvait-on envisager le retour, au sein du gouvernement cambodgien des bourreaux et des tortionnaires, sans autres garanties que celle de les trouver à nouveau rangés sous la bannière et la caution qu'ils avaient déjà utilisées en 1975 pour commettre leurs meurtres ? Si la délégation de Phnom Penh nourrissait encore quelques doutes sur une éventuelle «conversion» des Khmers rouges, les prestations haineuses de Khieu Samphan (représentant des Khmers rouges) à la Conférence de Paris aura suffi à les dissiper. Au mieux, celui-ci a pu en de rares occasions admettre quelques «erreurs», mais il n'a jamais exprimé ni regrets ni remords au sujet de ses crimes. Toutes proportions gardées, l'holocauste du Cambodge aurait fait 65 millions de victimes s'il avait eu lieu aux États-Unis. Tous les holocaustes ne sont peut-être pas dignes de la même considération... Il ne s'agissait que de Cambodgiens !...

Le massacre absolu, systématique de tous les cadres cambodgiens, de tous les intellectuels, de tous les spécialistes, de tous les étudiants, de leurs mères, de leurs épouses et de leurs enfants, des citoyens, et seulement parce que la ville les avait corrompus entrainait-il vraiment dans le cadre d'une lutte contre toute forme d'influence étrangère ?

En 1970, Lon Nol, même avec l'aide des Américains, n'avait pu se débarrasser de «l'incontournable» Sihanouk qu'en exhortant les Khmers de Phnom Penh à massacrer les Vietnamiens installés au Cambodge et soutenus par Sihanouk. Aujourd'hui, c'est en appelant à la «continuation de la lutte contre les Vietnamiens» que «l'incontournable» Sihanouk veut se débarrasser de Hun Sen.

■ *Les Vietnamiens au Cambodge.* Il y avait environ 400 000 Vietnamiens au Cambodge avant 1970. Ils exerçaient une influence réelle. Ils étaient très présents dans les professions libérales et à l'université, et ils composaient la majorité des cadres dans l'administration. La plupart des artisans au Cambodge étaient Vietnamiens. Un certain nombre d'entre eux disposaient de con-

cessions et étaient exploitants forestiers ou piscicoles sur le Tonlé Sap. Ils vivaient en communauté : les mariages avec les Cambodgiens étaient rares. La religion séparait deux communautés qu'une profonde antipathie divisait déjà. Ils avaient été nombreux à quitter le Cambodge après les massacres ordonnés par Lon Nol, mais ils étaient revenus nombreux avec l'armée vietnamienne. Les premiers avaient été ceux dont l'établissement au Cambodge remontait à plusieurs générations; les autres n'avaient pas réintégré les mêmes situations que précédemment. Ils étaient surtout présents dans les petits métiers et l'artisanat, mais également dans des regroupements temporaires de riziculteurs et de pêcheurs qui pratiquent une migration saisonnière.

Le départ des troupes vietnamiennes et celui du personnel administratif n'ont certainement pas encouragé les ressortissants vietnamiens, privés de protection, à prolonger au Cambodge un séjour qu'ils ressentaient comme étant dangereux. Si le chiffre de 90 000 avancé à la Conférence de Paris paraît inférieur à la réalité, celui d'un million ou plus, cité par Sihanouk est carrément exagéré. Vraisemblablement, il existe dans l'armée de Heng Samrin des cadres Vietnamiens comme il existe des «conseillers» chinois et des «techniciens» militaires formés en Chine chez les Khmers rouges.

■ *Les Chinois au Cambodge.* Avant 1970, les Chinois au Cambodge étaient peut-être moins nombreux que les Vietnamiens, mais le nombre des sino-cambodgiens était considérable, de sorte que la population totale d'origine chinoise dépassait de beaucoup la population vietnamienne. Elle était présente dans l'administration et dans les petites industries de la confection et de l'alimentation, mais surtout dans le commerce local et dans l'import-export, dans les milieux bancaires et dans ceux du crédit. Depuis 1970 les Chinois ne font pas l'objet des mêmes persécutions; ils sont riches, et c'est à ce titre qu'ils sont inquiétés et non pour leur origine ethnique. On peut considérer qu'ils sont aujourd'hui à nouveau aussi nombreux qu'avant 1970 et qu'ils ont repris toutes leurs activités traditionnelles.

Avant 1970, les Cambodgiens, dans l'ensemble, n'accédaient au pouvoir politique qu'avec de l'argent. Dans la haute administration il y avait beaucoup d'étrangers; plus encore dans le commerce, l'industrie et l'artisanat. Les Cambodgiens étaient relégués à la condition quasi servile de riziculteurs et d'éleveurs, voués aux petits métiers et aux petits emplois. Les Vietnamiens